Budget américain : “No, we can’t”

Derrière la saga politique que traverse l’Administration américaine ces derniers mois se joue un véritable choix de société. Rattrapé par la réalité sociale du pays, le modèle d’une faible pression fiscale et d’une faible assistance aux personnes, privilégié par les américains depuis l’ère Reagan, approche ses limites. Avec un taux de prélèvement fiscal inférieur de plus d’un tiers à la moyenne de l’OCDE et un taux d’endettement parmi les plus élevés, l’économie américaine n’a guère les moyens en effet de faire face à la sollicitation croissante des pouvoirs publics en matière sociale qu’accompagne l’augmentation du taux de pauvreté, la moindre mobilité de la population et le vieillissement démographique.

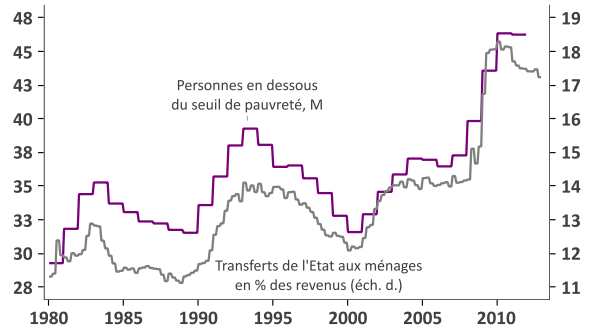
Dans de telles conditions :

- soit les américains résistent durablement à ce qui paraît aujourd’hui incontournable, à savoir une hausse significative des prélèvements fiscaux, ce qui ne pourra se faire qu’au prix d’une inégalité croissante et de l’évanouissement du « rêve américain »,
- soit, scenario, à terme, le plus vraisemblable, les américains acceptent la remise en cause de leur modèle, ce qui impliquera une hausse structurelle des impôts et cotisations sociales.

Dans un cas comme dans l’autre, les États-Unis de demain ne seront plus les États-Unis d’avant la crise.

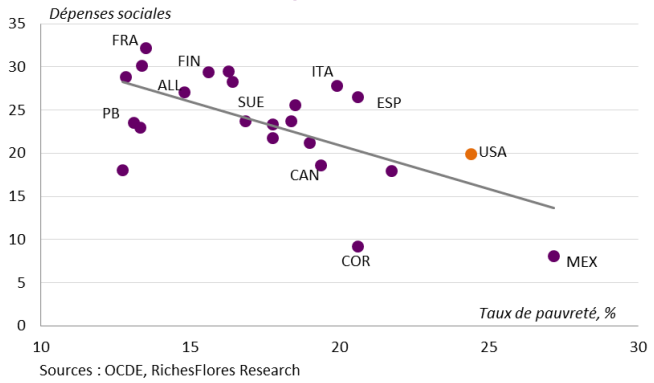
Le débat budgétaire américain est donc loin d’être clos et la capacité du pays à inverser la trajectoire de son endettement public à horizon prévisible en est incontestablement réduite.

Evolution de la pauvreté et des transferts sociaux aux Etats-Unis



Sources : RichesFlores Research, Macrobond

Dépenses sociales publiques en % du PIB et taux de pauvreté, 2009



Sources : OCDE, RichesFlores Research

Le modèle américain rattrapé par la réalité sociale

Entre le risque d'un accroissement durable des inégalités et celui d'une remise en cause du modèle fiscal privilégié depuis l'ère Reagan, quel est celui que prendront *in fine* les américains ? C'est bien en ces termes, à savoir celui d'un choix de société, que se pose aujourd'hui le débat entre Démocrates et Républicains aux États-Unis.

Avec un taux de prélèvement parmi les plus faibles du monde développé, le modèle privilégié depuis l'ère Reagan a du plomb dans l'aile au fur et à mesure que s'accumulent les années de faible croissance et que s'alourdit la responsabilité sociale de l'État américain.

- Ainsi, depuis le début des années 2000, la part des transferts de l'État dans les revenus des particuliers s'est accrue de 50 %, une augmentation proportionnelle à celle du nombre de personnes sous le seuil de pauvreté, passé de 31 à 46 millions au cours de la même période (voir graphique en page 1). Ainsi, selon les données de l'OCDE, les dépenses publiques américaines à caractère social atteignaient déjà 7 960$ par habitant et par an en 2009, un niveau à peine inférieur de 15 % à celui de la France (9 232 $ aux prix et taux de change de PPA de 2000) dont le poids des prélèvements publics dans le PIB est toutefois près de deux fois plus élevé qu'il ne l'est aux États-Unis. Toujours selon l'OCDE, le coût de la couverture chômage, dopé par la hausse des sans-emplois et les mesures de soutien aux chômeurs de longue durée mises en place sous la Présidence Obama, a, quant à lui été multiplié par près de quatre entre 2007 et 2009, approchant là encore, un niveau comparable à celui de la France. Enfin, les organismes privés qui jouent aux États-Unis un rôle très important au niveau de l'action sociale, ont aussi vu leur contribution s'alourdir significativement ces dernières années, cette dernière étant passée de 3 430$/an en moyenne en 2000, à 4 257$ en 2009. **L'individualisme prôné par le modèle américain résiste mal à la crise : en 2009, le coût total de la protection sociale dépassait 19 850 dollars courants par habitant**, soit une augmentation de 34% en neuf ans à prix constants à un niveau de 14 688 dollars de 2000, à comparer à un coût de 10 479$ en France, + 17 %.

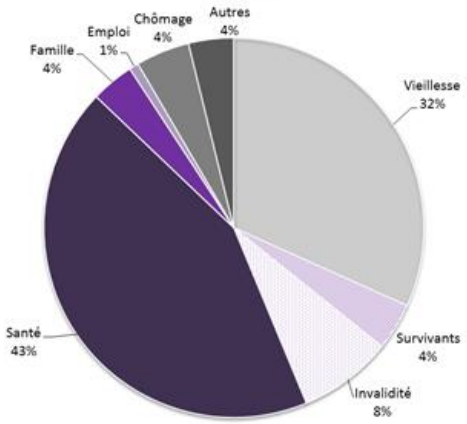
Évolution des dépenses sociales aux États-Unis et en France entre 2000 et 2009, Prix constants et $ de PPA de 2000, par habitant

		USA		France		Taux de croissance 2000-09	
Origine		2000	2009	2000	2009	USA	France
Public	Retraite	1992	2526	2924	3532	*27%*	*21%*
	Survivants	322	321	418	528	*0%*	*26%*
	Invalidité	425	637	481	568	*50%*	*18%*
	Santé	2339	3453	2228	2587	*48%*	*16%*
	Famille	290	292	840	921	*1%*	*10%*
	Emploi	60	64	331	285	*6%*	*-14%*
	Chômage	93	365	404	440	*290%*	*9%*
	Logement	-		244	244	-	*0%*
	Autres	183	306	90	128	*67%*	*42%*
	Total	**5704**	**7962**	**7961**	**9232**	***40%***	***16%***
Organismes privés mandatés	**Total**	**154**	**135**	**80**	**98**	***-12%***	***23%***
Organismes privés volontaires	Retraite	1485	1621	15	21	*9%*	*38%*
	Santé	1849	2469	356	454	*33%*	*28%*
	Autres	95	106	285	318	*76%*	*11%*
	Total	**3430**	**4257**	**656**	**793**	**24%**	**21%**
Grand total		**10984**	**14688**	**8973**	**10479**	***34%***	***17%***

Sources : OCDE, RichesFlores Research

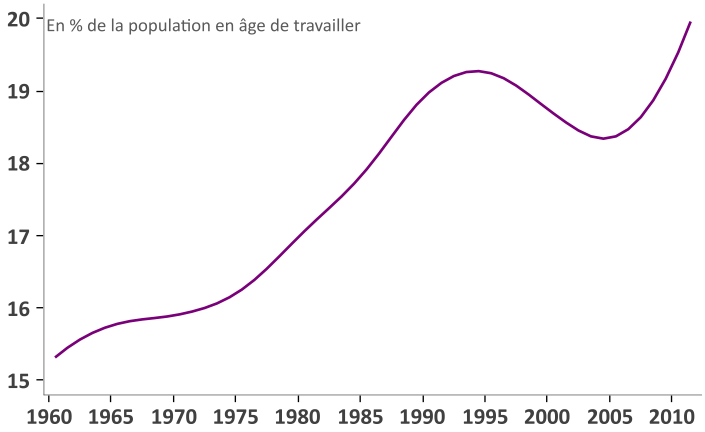
- Les incidences du vieillissement démographique sur les finances publiques sont, par ailleurs, de plus en plus notables : non seulement celui-ci ponctionne une part de plus en plus importante des dépenses publiques (75 % des dépenses sociales sont absorbées par les branches retraite et maladie, à hauteur de respectivement 32 % et 43 %), mais a également pour effet de rétrécir l'assiette fiscale. À ressources budgétaires inchangées, cette ponction liée au vieillissement de la population expose de facto les populations les plus jeunes à un plus grand risque de précarité en période de choc économique.

Structure des dépenses publiques sociales, USA, 2010



Sources : OCDE, RichesFlores Research

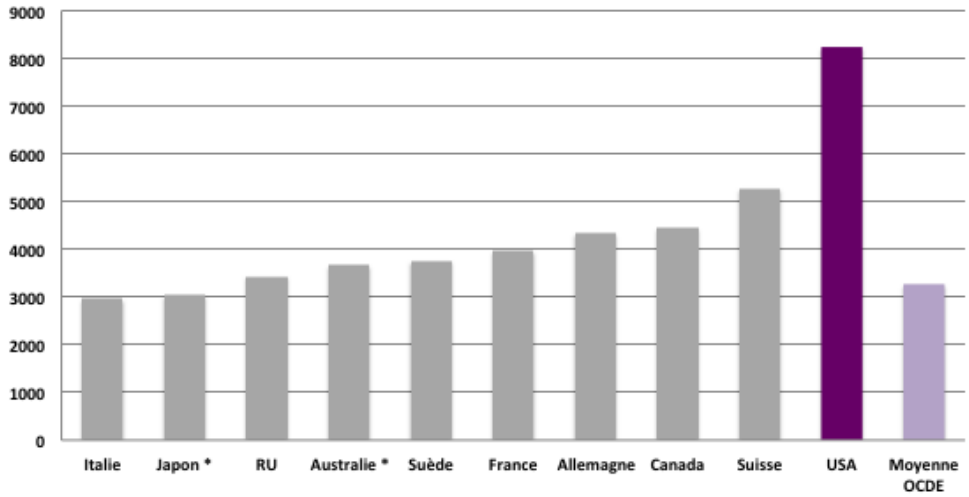
Ratio de dépendance des personnes de plus de 65 ans



Sources : RichesFlores Research, Macrobond

- Le coût élevé des prestations de santé aux États-Unis est une autre contrainte de taille sur le budget américain. La population américaine dépense en frais de santé plus de deux fois plus qu'en moyenne de l'OCDE. Ainsi, malgré un taux de couverture parmi les plus faibles des pays développés, la charge revenant au secteur public est significativement plus élevée que dans la plupart des autres pays avancés.

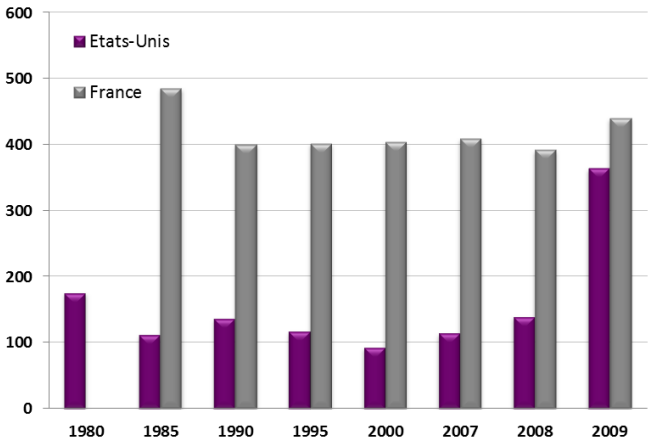
Dépenses de santé par habitant , 2010, en $ de PPA



Sources : OCDE, RichesFlores Research,
* 2009

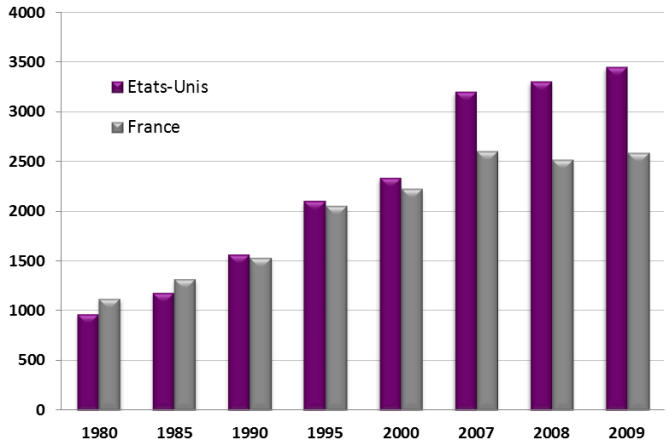
À 3 453 $/habitant, les dépenses publiques annuelles de santé étaient aux États-Unis supérieures d'un tiers à celles de la France en 2009 (2 587 $ aux prix et taux de changes de PPA de 2000), ceci sans compter la couverture des organismes volontaires privés d'aide à la santé, assurant 2 500 dollars supplémentaires de prise en charge. Censée s'attaquer à cette dérive insoutenable des coûts sur le long terme, la réforme de la santé adoptée par l'Administration Obama en 2010, n'aura toutefois qu'un effet réduit sur la hausse tendancielle des dépenses publiques, dont elle diminuerait la progression annuelle moyenne de 6,1% à 5,7% l'an entre sa mise en application en 2014 et 2019.

Dépenses publiques de chômage,
total/habitant, $ prix constants et PPA (2000)



Sources : OCDE, RichesFlores Research

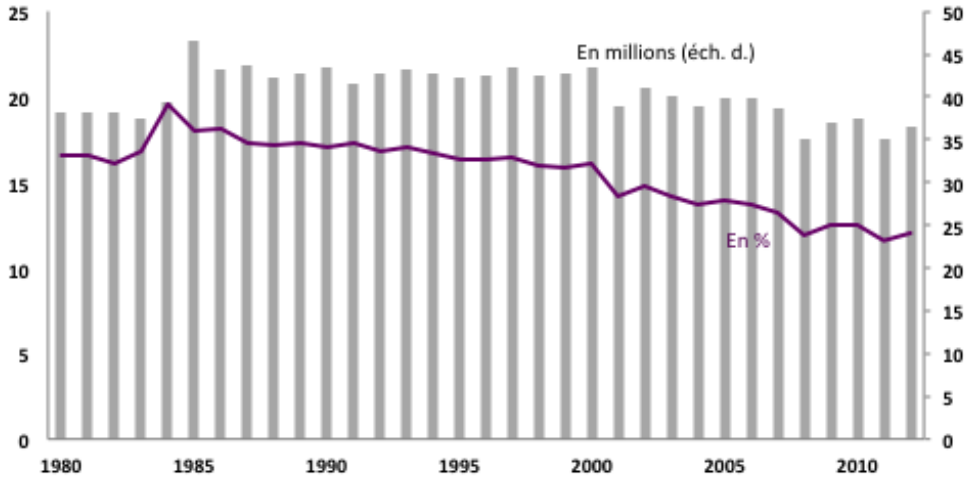
Dépenses publiques de santé,
total/habitant, $ prix constants et PPA (2000)



Sources : OCDE, RichesFlores Research

- Enfin, vieillissement, crise économique et crise immobilière ont pour effet une réduction structurelle du taux de mobilité de la population américaine qui a enregistré en 2011 un niveau historiquement faible de seulement 11,2 %, le plus bas jamais recensé par le Census Bureau depuis 1948. Cette moindre mobilité de la population est de nature à augmenter l'implication sociale des autorités locales et rend de plus en plus difficile la maîtrise des budgets sociaux.

Mobilité de la population américaine

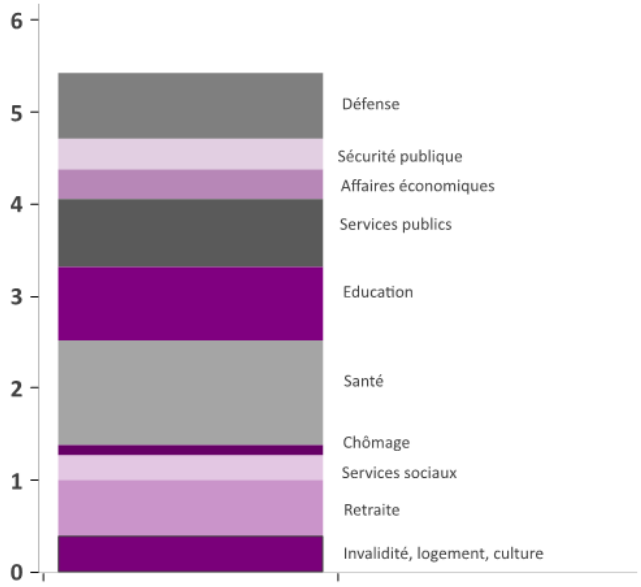


Sources : US Census Bureau, RichesFlores Research,

Une hausse inéluctable des prélèvements obligatoires

Le système américain n'est guère compatible avec une telle inflation des coûts d'assistance aux personnes. Avec près des deux tiers du total des dépenses publiques, le social, la santé et l'éducation absorbent une part croissante du budget. La portion congrue réservée aux actions économiques et aux services publics ne permet certainement pas d'envisager que celles-ci puissent faire l'objet d'économies substantielles. Reste donc le budget de la défense, ce dernier étant toutefois soumis aux aléas d'un environnement géopolitique mondial de plus en plus tendu…

Dépenses du budget général, 2011, Trn $



Sources : RichesFlores Research, Macrobond

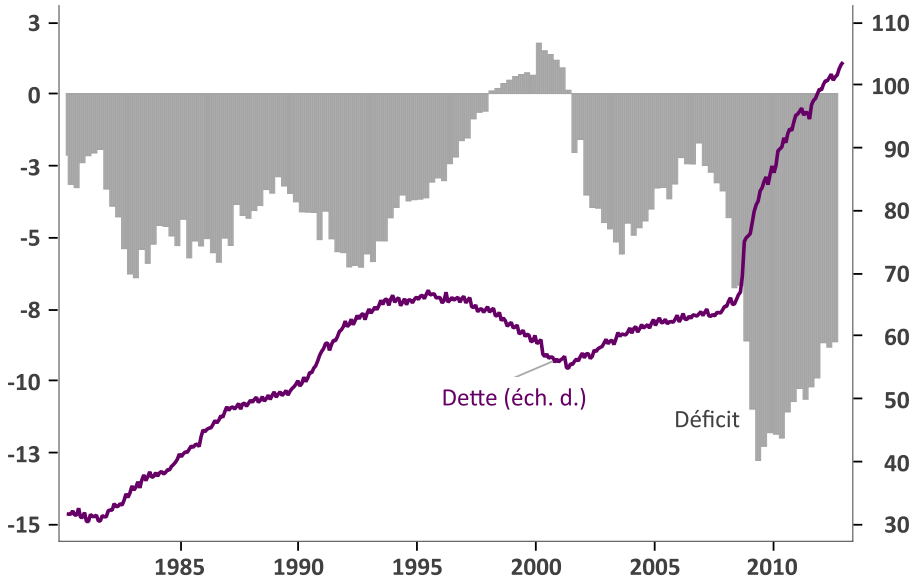
A quasiment 110 % du PIB aujourd'hui, le taux d'endettement du secteur public américain ne laisse pourtant guère de choix. L'économie américaine est en effet parmi les plus endettées du monde occidental, en proportion de son PIB et plus encore en nombre d'années de recettes publiques, n'étant selon ce dernier critère dépassée que par la Grèce. Réduire son déficit, encore de plus de 8% du PIB en septembre 2012 – dernières données officielles publiées - est un impératif que les politiques américains ne pourront guère différer indéfiniment.

Dette publique

Dette publique	Grèce	USA	Portugal	Espagne	Italie	RU	Belgique	Allemagne	France
En % du PIB	162	105,0	121,0	88,5	127,1	89,2	99,8	81,6	90,3
En nombre d'années de recettes	3,7	3,3	2,9	2,4	2,6	2,1	2,0	1,8	1,7

Sources : Ameco, RichesFlores Research

Déficit et dette du secteur public américain, en % du PIB



Sources : RichesFlores Research, Macrobond

La conclusion de ce qui précède est assez claire : avec un taux de prélèvement parmi les plus faibles du monde développé, les États-Unis n'ont plus les moyens de maintenir les standards sociaux compatibles avec la préservation de leur rang de première puissance mondiale.

Malgré l'opposition présente à toute augmentation significative des taux d'imposition, c'est toutefois très vraisemblablement dans cette direction qu'évoluera progressivement le système fiscal américain dans les années à venir.

Véronique Riches-Flores
contact@richesflores.com

La Société RichesFlores Research élabore des diagnostics économiques et financiers. Elle produit des analyses et prévisions économiques internationales ainsi qu'une recherche transversale sur les développements de l'économie mondiale à court, moyen et long termes.
RichesFlores Research est une entreprise totalement indépendante et transparente, dotée des bases de données et des moyens d'information nécessaires à la préservation de son indépendance et de son impartialité. Cette indépendance est protégée par le fait que RichesFlores Research n'est prestataire d'aucun service d'investissement ou de vente de produits financiers susceptibles d'influencer ses conclusions, recommandations ou conseils.
Ce document est donné à titre d'information. Il ne constitue ni une offre commerciale ni une incitation à investir. Il est strictement confidentiel et établi à l'attention exclusive de ses destinataires. Il ne saurait être transmis à quiconque sans l'accord préalable écrit de RichesFlores Research.
Cette recherche comme son contenu sont la propriété exclusive de RichesFlores Research et ne sauraient être reproduits sans accord préalable et sans spécification de sa source datée.
La recherche, les conclusions, les données et les diagnostics contenus dans ce document n'engagent pas la responsabilité de RichesFlores Research.
Contenu non-contractuel ne constituant ni une offre de vente ni un conseil d'investissement.
Véronique Riches-Flores, contact@*richesflores.com*